Message de Maurice Kamto à la société civile, aux intellectuels, et aux universitaires.

Objet : Situation politique de notre pays et appel à un front commun républicain pour sauver le peuple camerounais d'un désastre certain

Mesdames, Messieurs les membres de la Société civile, les intellectuels et universitaires camerounais,

Au regard de la situation sécuritaire catastrophique qui prévaut dans notre pays, notamment dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest où le régime de M. Paul BIYA a de façon irresponsable engagé une guerre civile contre les populations, ainsi que des tensions politiques nées du hold-up électoral perpétré par ELECAM et le Conseil constitutionnel lors du scrutin présidentiel d'octobre 2018, je me suis adressé au peuple camerounais le lundi 24 août 2020.

Mon message principal était une mise en garde ferme à M. Paul BIYA et à son clan contre l'organisation de toute nouvelle élection dans notre pays sans au préalable avoir :

- Négocié et mis en place un cessez-le feu dans le cadre de la guerre civile dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ouvrant la voie à un véritable Dialogue Nationale Inclusif ;

- Réformé de façon consensuelle l'ensemble du système électoral.

Certains parmi vous avez, de bonne foi, voulu donner une chance à la paix en soutenant le Grand Dialogue National organisé du 30 septembre au 4 octobre 2019. Cependant, près d'un an après sa tenue, chacun peut constater que le régime a, une fois de plus, abusé de la confiance de ceux qui, comme vous, ont cru qu'il entendait véritablement mettre un terme aux tueries dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest de notre pays. D'autres, comme au MRC, ont boycotté cette rencontre car des préalables fondamentaux n'avaient pas été pris en compte.

Depuis la fin du Grand Dialogue National, la situation sécuritaire n'a fait que se dégrader. Lors du double scrutin municipal et législatif du 9 février 2020 que M. BIYA a tenu, contre toute logique politique et donc simplement par bravade, à organiser, les Camerounais et plus spécifiquement les populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ne se sont pas senties concernées. C'était déjà le cas dans ces deux régions lors du scrutin présidentiel du 7 octobre 2018. Les élus des deux régions et leurs familles sont, pour la plupart, aujourd'hui des déplacés internes car ils ne se sentent pas en sécurité dans leurs circonscriptions, malgré la protection de l'armée.

J'ai engagé au cours de la campagne présidentielle passée des discussions avec certains d'entre vous. Ces discussions doivent continuer.

Comme je l'ai toujours dit, nul ne peut rassembler à lui seul toute l'intelligence et les forces nécessaires pour faire changer la donne dans un pays. Aussi, quels que soient les éventuels divergences qui pourraient exister entre nous, j'ai besoin de vous, le peuple a besoin de nous.

Mesdames, Messieurs,

Le régime essaie d'afficher un semblant de normalité pour leurrer la communauté internationale, mais chacun peut voir que notre pays tombe en ruine. Le régime de M. BIYA a volé le rêve de plusieurs générations de Camerounais. Nos compatriotes des régions anglophones et ceux victimes de la lutte contre Boko Haram vivent l'enfer dans une sorte d'indifférence du régime et de la communauté internationale. Les finances publiques sont en difficulté. La situation sociale est catastrophique, l'extrême pauvreté cesse de gagner du terrain. La gestion du Covid-19 a confirmé la médiocrité du leadership du régime. La situation est bloquée et le pays est au bord de l'implosion.

Devant cette situation d'urgence d'une exceptionnelle gravité, nous devons dépasser toutes nos divergences pour sauver notre peuple du désastre.

Aussi, je viens très humblement vous exprimer mon souhait de vous voir à mes côtés afin que travaillons ensemble à changer le régime en place en faisant partir M. BIYA du pouvoir, s'il engageait de nouvelles élections sans satisfaire aux deux exigences rappelées ci-dessus. Le peuple camerounais, épuisé par la gouvernance irresponsable de son régime depuis près de quarante ans, est en demande de cette union d'action. Il ne comprend pas l'intérêt de multiplier les participations aux élections dans un pays fragilisé au plan sécuritaire, en ruine économique et sociale et où les résultats des scrutins sont connus d'avance.

Mesdames, Messieurs,

L'heure est grave ! La société civile, les intellectuels, les universitaires, le MRC et toutes les forces **progressistes doivent s'unir pour délivrer notre peuple de près de quarante ans d'un régime dictatorial, incompétent et irresponsable.**

Je me tiens à votre disposition pour toute réflexion et action allant dans le sens de la mutualisation de nos efforts pour contraindre M. BIYA à satisfaire les deux conditions ci-dessus posées.

Fait Yaoundé le 25 août 2020